



Autorisation pour activité

Pétitionnaire : Madame Mathilde Deschamps Lotthé – Des Racines et des ailes – Eclectic Productions
Adresse : mdeschampslothé@gmail.com
Nature de la demande : Prises de vue à des fins professionnelles
Localisation : Refuge du Chatelleret - Cœur du Parc national des Écrins
Dossier suivi par : Frédéric SABATIER

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L331-4-1 et L331-4-2 ; R411-19 ; R411-20 ;

Vu la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

Vu le décret n° 2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Écrins et notamment son article 16 ;

Vu le décret n°2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du Parc national des Écrins et notamment son chapitre D II modalité 25 d'application de la réglementation dans le cœur ;

Considérant que les activités décrites dans la demande du 02 mars 2018 sont conformes aux dispositions des textes susvisés ;

Arrête :

Article 1 : Dans le cadre des autorisations mentionnées aux articles sus-visés je donne l'autorisation à Madame Mathilde Deschamps Lotthé – Des Racines et des ailes – Eclectic Productions, de réaliser des prises de vues, au refuge du Chatelleret dans le cœur du parc national des Écrins, dans le cadre d'un reportage sur l'ouverture du refuge pour l'émission « Des racines et des ailes », sous réserve des conditions suivantes :

Article 2 : L'autorisation visée à l'article 1 est conditionnée par le respect des prescriptions suivantes :

- ✓ les images devront être réalisées à pieds, sans véhicule terrestre ou aérien, l'utilisation de drone est interdite,
- ✓ l'accès au refuge pour l'équipe de filmage se fera à pieds, à défaut par hélicoptère à l'occasion de la montée du gardien sans rotation supplémentaire,
- ✓ le cas échéant, des prises de vues à l'intérieur de l'hélicoptère pour filmer les gardiens sont autorisées mais sans réaliser d'images d'extérieurs,
- ✓ la tranquillité des animaux et la quiétude des lieux devront être respectées,
- ✓ un exemplaire du document réalisé sera transmis à l'établissement public Parc national des Écrins,
- ✓ le Parc national des Écrins se réserve le droit d'interdire la diffusion des images si les contextes de diffusion ne respectent pas les valeurs portées par l'établissement,
- ✓ une mention devra préciser que les prises de vues ont été réalisées dans le respect des règles en vigueur dans le cœur du parc national des Écrins,

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée pour la période du 22 au 23 mars 2018 inclus.

Article 4 :

Une copie de la présente autorisation doit être présentée à toute réquisition des agents assermentés et commissionnés.

Article 5 :

Le pétitionnaire devra adopter un comportement respectueux du milieu naturel, des usagers et des visiteurs en se conformant scrupuleusement à la réglementation du cœur du Parc national des Écrins.

Article 6 :

La présente autorisation ne dispense pas le demandeur des autorisations nécessaires au titre des autres législations applicables au projet.

Article 7 : Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues dans la réglementation du cœur du Parc national, pourra conduire à la suspension de la présente autorisation et expose son bénéficiaire à ce qu'il soit dressé à son encontre un procès-verbal d'infraction.

Cette autorisation prise au titre de l'article 16 du décret n°2009-448 du 21 avril 2009, sera publiée au registre des actes administratifs de l'établissement.

À Gap, le 12 mars 2018,

Le directeur du
parc national des Écrins,



Pierre COMMENVILLE

Copie : secteur de L'Oisans-Valbonnais

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.